

sécurité et de confiance, qui ont tellement contribué à transformer l'Europe depuis la conférence d'Helsinki.

Tout au long des années 1980, l'Union soviétique a présenté de nombreuses propositions à cet égard. La plupart d'entre elles relevaient de la propagande ou de la recherche d'un avantage stratégique unilatéral. Mais compte tenu de la transformation des relations Est-Ouest, le moment est peut-être venu de revenir à la charge, de dégager les propositions sérieuses et de présenter des contre-propositions réfléchies.

De telles mesures pourraient comprendre des échanges d'information, des préavis en cas de manoeuvres militaires et des régimes de libre survol. Si le dialogue sur les forces conventionnelles en Europe aboutit à un dialogue sur les forces navales, l'océan Pacifique deviendra un centre d'intérêt évident. ■

## Exposé devant le Comité spécial sur l'espace extra-atmosphérique

Après avoir considérablement tardé à s'entendre sur leur mandat et leur programme de travail pour cette année, les membres du Comité spécial sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique (Conférence du désarmement, à Genève) ont finalement entamé des pourparlers constructifs dans le cadre de la session d'été de la CD. À cette occasion, deux spécialistes canadiens ont fait un exposé devant le Comité spécial.

M. Jeff Tracey, de la section Vérification et Recherche d'AECEC, s'est adressé au Comité le 19 juillet dernier pour parler des possibilités qu'ont offert jusqu'à présent (et que pourraient offrir à l'avenir) les systèmes d'imagerie par satellite commercial (et de celles utilisés pour vérifier le respect des accords de limitation des armements. M. Tracey a mentionné les différentes catégories de systèmes actuels, notamment le satellite français SPOT, le programme soviétique Soyuzcarta et le programme américain Landsat. Il a également évoqué les programmes de satellites susceptibles d'être mis au point, tels que le satellite canadien RADARSAT, le satellite soviétique

Almaz, le satellite américain Landsat 7 et le programme français Hélios. En donnant des exemples de systèmes commerciaux actuellement utilisés comme l'imagerie optique aéroportée, l'imagerie par infra-rouge et le radar à synthèse d'ouverture (RSO), M. Tracey a envisagé l'avenir des satellites d'imagerie privés, tout comme il a essayé de voir comment les données ainsi recueillies pourraient être utilisées dans le contexte de la vérification. Il a par ailleurs fait allusion à d'autres applications possibles des systèmes d'imagerie par satellite commercial à haute résolution, telles que les missions de maintien de la paix des Nations Unies et la surveillance de l'environnement.

M. Peter Stibrany, de Spar Aerospace Ltd, a pris la parole devant le Comité le 24 juillet. Il a passé en revue les ambiguïtés qui risquent de surgir dans le domaine des activités spatiales au cours des vingt prochaines années, en ce qui concerne en particulier la distinction entre les activités qui sont reliées à l'utilisation d'armements et celles qui ne le sont pas. La définition d'une "arme spatiale" s'est révélée extrêmement controversée. M. Stibrany a fait état d'un certain nombre de travaux de recherche préliminaires entrepris dans le cadre du Programme canadien de recherche sur la vérification, à AECEC, pour mettre au point une méthode systématique qui permette de distinguer entre les activités inoffensives, dangereuses ou nocives à partir d'un "indice de nocivité". Cet indice pourrait être utilisé dans le contexte des dispositifs de limitation des armements destinés à restreindre les capacités internes ou la configuration des vaisseaux spatiaux. M. Stibrany a fait remarquer que la meilleure manière de vérifier le niveau de nocivité relative consisterait à ajouter aux restrictions déjà prévues par les traités existants des mesures de promotion de la confiance, dont l'objet serait de recueillir davantage d'informations sur les missions des objets spatiaux. ■

## Le groupe d'études se réunit au Canada

Vers la fin de l'automne 1989, les participants à la Conférence des directeurs nationaux des armements (CDNA) ont demandé au Groupe consultatif in-

dustriel de l'OTAN (GCIO) d'entreprendre une étude sur les techniques de vérification des accords de limitation des armements conventionnels. La CDNA est une instance de haut niveau créée par le Conseil atlantique de l'OTAN pour encourager les pays membres à oeuvrer ensemble à la mise sur pied de projets d'achat et de fourniture de matériel et de projets de recherche, ainsi que d'un dispositif qui leur permette d'échanger des informations sur certains aspects techniques. À la suite de cette demande, un groupe d'étude du GCIO — composé d'industriels de la plupart des pays de l'OTAN — est en train de passer en revue les différentes techniques et systèmes dont l'Alliance dispose pour vérifier les accords de limitation des armements conventionnels qui pourraient être mis en oeuvre à l'avenir. Les représentants des entreprises canadiennes ont joué un rôle clé dans l'organisation de l'étude, et ils participent activement aux travaux du groupe. M. F.J.F. Osborne, un Canadien qui travaille pour Spar Aerospace Ltd, a été nommé vice-président de ce groupe.

Les premières réunions en dehors de Bruxelles ont eu lieu à Montréal et à Ottawa au cours de la première semaine de septembre. Prenant la parole à l'occasion d'un déjeuner organisé conjointement à l'intention du groupe par AECEC et par le ministère de la Défense nationale, M. Rob Gillepsie [Sous-ministre adjoint (Matériels)] à la Défense nationale, et M. Mark Moher (Directeur général de la Sécurité internationale, du Contrôle des armements et des Affaires de la CSCE, à AECEC), ont insisté sur l'importance que le Canada accorde à la vérification et sur l'utilité des travaux du groupe d'études. Le Canada, a déclaré M. Moher, a déployé des efforts considérables pour étudier le problème de la vérification, et il est fier du travail effectué dans le cadre du Programme canadien de recherche sur la vérification, créé au sein d'AECEC en 1983. MM. Gillepsie et Moher ont tous deux souligné les mérites d'une coopération entre gouvernement et industrie dans ce domaine. Ils ont brièvement évoqué les structures existantes qui favorisent la collaboration entre les pays membres de l'OTAN au niveau de l'industrie, grâce auxquelles on pourrait mettre sur pied des projets de coopération dans le secteur des techniques de vérification. L'étude du GCIO devrait être terminée au printemps 1991. ■